

Déclaration de SUD éducation

SUD éducation alerte depuis de nombreuses années sur le fléau qu'est le harcèlement scolaire. Cette semaine s'est ouverte sur les annonces du Ministre au sujet de la lutte contre le harcèlement scolaire : organisation d'une séance de sensibilisation au cyberharcèlement dans tous les collèges, renforcement du programme Phare et son déploiement en lycée, création d'un·e "référént·e harcèlement" rémunéré·e en IMP..., ces annonces doivent marquer un tournant dans la politique de lutte contre le harcèlement scolaire pour que tous les moyens soient mis en oeuvre afin de stopper cette série de suicides de jeunes personnes dans l'Éducation nationale. La multiplication des référent·es et le déploiement de Phare ont toutefois déjà montré leurs limites.

La lutte contre le harcèlement scolaire nécessite de créer un climat scolaire serein, sans violence ni entre élèves, ni entre personnels. Pour cela, il faut recruter massivement des personnels mais aussi les former et leur donner du temps pour leur permettre de construire collectivement des projets, à l'occasion notamment de la journée de lutte contre le harcèlement scolaire.

Le harcèlement est un fléau profondément enraciné dans l'école, il faudra attribuer de véritables moyens pour le combattre. On ne peut considérer les violences et le harcèlement entre élèves sans voir les violences qui existent dans notre société car, bien que nous souhaitons que l'école soit un rempart contre l'intolérance et les discriminations, elle demeure trop souvent le miroir de notre société.

Tant que les personnes handicapées sont séparées du reste de la société, tant que les personnes LGBTQIA+ vivent les discriminations et les insultes, tant que les personnes racisées seront stigmatisées et violentées, tant que les personnes supposées musulmanes sont considérées comme un danger lorsqu'elles fêtent l'Aïd, tant que les 10% les plus riches détiennent plus de la moitié des richesses nationales quand les 50 % les plus

pauvres s'en partagent moins de 10 %, tant qu'une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint en France, l'école souffrira de cette violence sociale. Il y a urgence à construire une vraie école de l'égalité qui respecte les droits des personnels et des élèves.

Alors que le danger de l'extrême droite est de plus en plus fort et que les pressions sur l'école se font de plus en plus fréquentes, il faut réaffirmer avec force notre idéal d'un service public d'éducation égalitaire et émancipateur. Pourtant le manque de moyens, la politique du Pacte et des heures supplémentaires, les réformes de casse du service public comme la réforme de la voie professionnelle font reculer l'école.

La montée en puissance du SNU nous inquiète tout particulièrement : le SNU est à l'opposé de ce que doit être l'éducation à la citoyenneté. Depuis son lancement en 2019, le SNU n'a cessé de voir s'accumuler les scandales de maltraitance des jeunes et de mise en danger de leur santé pourtant le gouvernement s'entête dans ce dispositif qui s'oppose en tous points aux projets éducatifs que nous portons : le rôle de l'école est de promouvoir la paix et l'émancipation des élèves, non leur militarisation. Alors que le Remplacement de Courte Durée est instrumentalisé pour casser nos statuts, il est paradoxal de sacrifier deux semaines de cours pour les élèves pour imposer le SNU. Le SNU est un dispositif qui s'inscrit dans une mise au pas de la jeunesse avec une vision passéiste et patriotique de l'engagement : levée de drapeaux, uniforme, chant de la Marseillaise en début de journée... Au contraire, il faut donner des moyens à la démocratie lycéenne et à l'engagement lycéen. Lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, les lycéen·nes ont voulu débattre des conséquences de la réforme, elles et ils ont voulu se mobiliser et faire entendre leurs voix, or le gouvernement a voulu étouffer leurs colères en refusant dans les lycées de leur laisser des salles pour se réunir, en les menaçant de sanction, en les

réprimant violemment devant leurs établissements. De même, il faut donner les moyens à l'Éducation nationale de lutter contre le harcèlement scolaire et les discriminations pendant le temps scolaire, c'est ainsi que nous renforcerons la cohésion sociale et les solidarités.

SUD éducation dénonce la généralisation du SNU par les séjours de 12 jours sur temps scolaire, dans le cadre de « classes engagement ». Le gouvernement doit renoncer à ce projet extrêmement coûteux, puisque sa généralisation se chiffrerait à plus de 2 milliards par an.

SUD éducation tient à vous rappeler les mots du communiqué intersyndical publié le 10 juin dernier :

“Pour l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, le fait que les élèves de lycée puissent relever à la fois de l'Éducation nationale et de l'Armée va à l'encontre de leur travail quotidien de formation de citoyen·nes libres, disposant d'un esprit critique, s'appropriant les notions d'engagement, de responsabilité et de solidarité.”

Nous espérons fortement que ces mots seront entendus.